

Question au gouvernement

Jean-Paul LECOQ

Monsieur le Premier ministre,

Pour conduire le train de votre réforme, vous souhaitez avancer à Très Grande Vitesse.

A cette allure vous allez mettre dans le vent la concertation avec les syndicats, les usagers, les élus...

Bref tous ceux qui ont des choses à dire et des propositions à formuler pour l'avenir du rail !

Avec une telle précipitation vous allez faire dérailler tout le service public ferroviaire.

Sauf à considérer que vous détenez la vérité absolue et que votre baguette libérale règlera toutes les difficultés accumulées sur plus d'une décennie de politiques libérales justement.

Vouloir soigner en amplifiant un traitement à l'origine du mal, ne nous paraît pas, a priori, procéder de la meilleure des thérapies.

Ce débat sur le ferroviaire est pourtant essentiel.

Au delà des enjeux que nous connaissons tous en matière de transport, d'équité territoriale, d'environnement, la question posée est celle de la société dans laquelle nous voulons vivre.

Nos concitoyens ont compris qu'on ne pouvait pas tout miser sur la route et que la seule alternative reste le chemin de fer.

Pour cela, il s'agit de libérer le rail des contraintes de gestion à l'origine de sa congestion, en lui donnant les moyens de son développement.

Pas de le libéraliser en faisant croire que son problème n° 1 est celui du statut des cheminots.

Votre schéma date de l'ère Thatcher, vous parlez d'une modernité ! 25 ans après, 60 % des Britanniques veulent la renationalisation de l'ensemble des concessions.

La privatisation ayant été à l'origine de catastrophes et d'une hausse par 6 des tarifs des billets.

L'Union européenne a fixé des échéances ? Notre pays peut s'y refuser et négocier une exception de service public.

La voie du repli ferroviaire empruntée depuis 15 ans n'est pas une fatalité, la preuve avec l'Allemagne et sa politique d'investissements de 28 milliards, quand vous ne proposez que de réduire encore les coûts.

Nous ne pouvons accepter ce passage en force.

Nous vous demandons solennellement de renoncer à légiférer par ordonnances et d'accepter d'ouvrir un vrai débat sur cette question essentielle.